LA FRANCE PEUT-ELLE CHANGER LA DONNE DE L’UNION EUROPÉENNE?

Hubert Vedrine

La France peut-elle changer la donne de l'Union Européenne?

Sur l'Europe Le bilan international de Nicolas Sarkozy est contrasté. Il a notamment obtenu la création du G20. Il a réussi à faire voter au Conseil de sécurité la résolution 19.73 sur la Libye. Il a contribué à la ratification du Traité de Lisbonne. Il a connu aussi beaucoup d'échecs. Par exemple sur l'UPM, mort-née. Avec l'Allemagne, après trois années de tensions, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy on trouvé, crise grecque oblige, un mode de travail en commun. Nicolas Sarkozy a obtenu la tenue régulière de sommets de la zone euro, que l'Allemagne refusait depuis la création de l'euro. Mais sur le fond il a du largement s'incliner devant les exigences unilatérales de rigueur allemandes, même s'il a un peu limité l'automatisme et la judiciarisation des sanctions. In fine, cela a aussi rendu service à Mme Merkel de pouvoir présenter ses exigences comme franco-allemandes et pas seulement allemandes! Mais fin 2011, début 2012 cela ne trompait plus personne. Les socialistes français semblent avoir surmonté la fracture du referendum de 2005 entre partisans du oui et du non au Traité Constitutionnel. Il demeure au sein du PS quelques personnalités très euro-critiques et à l'opposé, un petit courant fédéraliste. La grande majorité se réconcilie sur une ligne européenne pragmatique: faire en sorte que l'Europe fonctionne mieux et que ses politiques communes, existantes ou à créer, ou ses projets, répondent aux attentes concrètes des européens; se méfier des controverses institutionnelles qui ne passionnent que les professionnels de la politique européenne. Cela a été la ligne de François Hollande dans son intervention du 17 mars sur l'Europe. François Hollande a annoncé qu'il demanderait que l'on renégocie et complète ou que l'on renégocie en le complétant, le traité sur la zone euro. Cette annonce a surpris à l'origine. Elle a provoqué une réaction hostile (spontanée ou sollicitée) des gouvernements conservateurs ralliés aux exigences de Mme Merkel. Elle gagne de plus en plus en crédibilité avec le temps d'autant que François Hollande se réserve une marge de choix entre une éventuelle (mais difficile) renégociation et une forte initiative complémentaire de croissance. On peut penser après les déclarations de M. Rajoy, de M. Monti, du gouvernement autrichien, du SPD, sans oublier le FMI, le président Obama, et T. Geithner, et au vu de la situation économique aux Pays-Bas et des perspectives un peu moins bonnes en Allemagne, que cette dernière va apparaître de plus en plus nécessaire au fil des semaines, et que le contexte, en mai sera plus favorable à cette idée. Les jours suivant la possible (probable) élection de François Hollande seront immédiatement décisifs car le calendrier européen et international est très intense en mai/juin/juillet. On verra assez vite si les relations politiques, et même psychologiques, entre la France et l'Allemagne commencent à être rééquilibrées, avant qu'elles ne le soient dans la durée sur le plan économique, ce qui intéresse toute l'Europe. Du côté allemand, dans l'hypothèse Hollande, Mme Merkel devra d'une façon ou d'une autre prendre en compte la nouvelle donne politique et économique. Elle pourrait accepter un complément au traité. En principe elle sera en place jusqu'aux élections allemandes de septembre 2013, soit 15 mois. Aux élections de septembre 2013, le SPD peut gagner, et on a vu que Mme Merkel redoutait une dynamique PS/SPD qui pourrait être contagieuse. Mais Mme Merkel qui est populaire peut aussi rester au pouvoir avec une autre coalition, une nouvelle grande coalition SPD/CDU n'étant même pas exclue, même si le SPD veut tout faire pour l'éviter. L'élection de François Hollande pourrait donc donner le signal d'un nouveau cycle, progressiste, en Europe ou d'autres élections importantes sont prévues dans les deux ans, en particulier en Allemagne et en Italie. Les progressistes européens n'y parviendront que s'ils marquent les opinions par de vraies percées dans des domaines correspondants aux préoccupations des électeurs, et s'ils ne découragent pas ces derniers par de nouvelles controverses institutionnelles. Sur la Méditerranée, et sur l'Afrique Le contexte en Méditerranée et dans le monde arabe ne se prête pas à une nouvelle initiative institutionnelle type UPM. Le temps est plutôt à l'observation attentive des processus en cours dans les pays arabes et à une disponibilité face à d'éventuelles demandes du Sud. Mais quoiqu'il en soit un des sujets très important pour l'Europe, et spécialement pour la France et l'Espagne, est la question des migrations. L'arrivée de la gauche au pouvoir à Paris pourrait permettre une gestion plus humaniste de ces mouvements migratoires qui doivent être mieux maîtrisés, bien sûr, surtout en période de crise et de chômage élevé, mais qui devraient l'être de façon plus intelligente (par exemple la circulaire Guéant sur les étudiants étrangers sera abrogée par un gouvernement de gauche). Et aussi plus concertée: d'abord entre pays de Schengen. Mais François Hollande a aussi parlé dans son discours sur l'Europe de gestion concertée avec les pays de départ, et de transit, ce qui est à la fois ambitieux, et nouveau. Sur les relations avec les États-Unis et avec l'OTAN. S'il est élu, François Hollande confirmera au sommet de l'OTAN sa décision de retrait des forces françaises du combat en Afghanistan. Il essaiera de le faire sans se créer d'emblée un problème sérieux avec le président Obama. Il essaiera aussi à Chicago de limiter au maximum l'engagement de la France dans l'engrenage stratégique et financier de la défense anti-missile. Plus généralement, la gauche au pouvoir à Paris, ce serait peut-être une opportunité pour une meilleure compréhension entre les européens et Obama, occasion qui n'avait pas été saisie en 2008 tant les européens étaient encore imprégnés consciemment ou non par le «bushisme». Le champ des sujets sur lesquels les européens devraient rechercher la convergence stratégiques avec les États-Unis est vaste: Méditerranée, monde arabe, Russie, l'Asie, l'Afrique, de l'énergie, de l'écologie, etc. La focalisation, logique, des États-Unis sur l'Asie les rend plus réceptifs à d'éventuelles initiatives européennes. Les européens devraient y réfléchir.

Source:Https://Www.hubertvedrine.net
Homepage > Publications > La France peut-elle changer la donne de l’Union Européenne?

03/07/2012